



ALEP, APRÈS LA BATAILLE...

TANGUY DE WILDE D'ESTMAEL
Professeur
Université catholique de Louvain

Fin 2016, la chute d'Alep aux mains du régime syrien et de ses alliés a suscité un court instant l'indignation de l'Occident. Beaucoup ont entonné l'antienne désabusée : « Alep, on ne pourra pas dire qu'on ne savait pas ». Mais que savait-on au juste ? Au-delà de la dénonciation du fait que des civils souffraient tragiquement, pris dans la nasse d'un conflit guerrier, que signifie ce cri de désolation ? Comment le transformer en autre chose qu'une énième imprécation « autoflagellante » dans le chef des Européens et des Américains ?

On sait, et on a vu, que sur le terrain syrien, en dehors de la lutte essentiellement aérienne contre Daech, seuls l'Iran, la Russie et le Hezbollah libanais ont la volonté d'aller au combat. Leur stratégie, sur laquelle on peut gloser à l'infini, est limpide et constante : soutenir le régime pour prévenir le djihadisme et maintenir leurs intérêts dans la région. En bref, le dictateur plutôt que le chaos. Ce programme réaliste n'exclut pas de compter des morts dans les rangs de ceux qui le promeuvent. Certes, les pertes sont minimisées mais l'Iran admet un millier de morts, la Russie en reconnaît vingt-trois bien qu'on pressente qu'il y en ait davantage et le Hezbollah ne cache pas l'existence de « martyrs » sans en dévoiler leur

nombre. En outre, ce même réalisme pousse Moscou à se concilier un acteur régional qui défend des positions opposées à celles du Kremlin, la Turquie d'Erdogan qui soutient certains rebelles tout en se méfiant des Kurdes syriens et irakiens. Des incidents extrêmement graves (un avion abattu, un ambassadeur assassiné) n'entament pas un rapprochement dont chaque partie tire un profit. L'évacuation d'Alep a d'ailleurs pu s'effectuer sur la base de cette entente de circonstance russo-turque.

Et du côté occidental que voit-on, que sait-on ? Certes, opinions publiques et dirigeants se rejoignent sur un point : la stigmatisation de la « barbarie » ou des « crimes contre l'humanité qui ne peuvent rester impunis », pour reprendre quelques expressions entendues au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais c'est à peu près le seul point d'accord, une posture qui ne se prolonge guère dans l'action. Intervenir pour combattre le dictateur Assad ? L'Occident ne l'a jamais vraiment envisagé, croyant parfois erronément que le régime allait s'effondrer de lui-même. Même quand en 2013 une sorte d'expédition punitive fut mise à l'étude pour riposter au soupçon d'attaque chimique commise par le

régime, l'interrogation demeura sur le sens d'une action éventuelle. Intervenir pour quoi faire ? Donner un coup de pied dans la fourmilière par des frappes aériennes pour changer le rapport de force et escompter la chute du dictateur ? Soutenir une opposition multiforme mais peu rassurante en vue de changer le régime ? Aller sur place pour installer un protectorat occidental avant l'organisation d'élections libres ? Et compter ses morts après avoir soulevé l'opposition interne et externe à ce type d'intervention ? Obama avait bien résumé l'impossible implication américaine au-delà de la lutte contre Daech fin 2015. Le président américain avançait que cela coûterait par mois 100 morts, 500 blessés et 10 milliards de dollars ; à ce prix, il n'entendait pas voir Washington endosser le rôle de « gouverneur du Sunnistan ».

Alors que signifient les mots : « Alep, on ne pourra pas dire qu'on ne savait pas ? » On sait que la Turquie a réussi à sauver les meubles humanitaires et que la Russie et l'Iran ont temporairement engrangé une victoire diplomatique-militaire. Mais cette victoire n'a pu se forger que par l'aboulie d'un Occident las d'intervenir au Moyen-Orient pour ne récolter que des reproches. De l'aide fournie

à des régimes non-démocratiques avant ou après le printemps arabe en passant par la tentative autoritaire d'établissement de la démocratie en Irak et le soutien au changement de régime en Libye, la litanie est toujours la même : ce n'était pas ce qu'il fallait faire, c'était trop ou trop peu, trop tôt ou trop tard, trop restreint ou pas assez durable. Systématiquement critiquée, tant par ceux qui en « bénéficient » que par les opinions publiques de ceux qui la mettent en œuvre, l'intervention est devenue le baudet de La Fontaine d'où vient tout le mal. Mais en Syrie, ce serait soudainement l'inverse : haro sur la non-intervention ! Quel paradoxe. Qui incriminer cette fois : le « cool » mais réfléchi Obama ? le volontaire mais multilatéral Hollande ? le « looser » Cameron vaincu par son parlement ? ou l'accueillante ambulancière Merkel ? C'est plus simple de ressasser encore et encore les turpitudes du couple infernal Bush-Blair.

D'où la vraie question après Alep : que choisir entre des interventions nécessairement ambivalentes voire ambiguës, dont on espère néanmoins des effets à moyen terme, et une abstention totale, laissant à leur sort les sociétés rejetant les valeurs occidentales ? Il faudra bien y répondre sans se réfugier dans de nouvelles diatribes contre l'axe Ankara-Téhéran-Moscou dont le réalisme ne s'embarrasse guère des atermoiements occidentaux.